

Hakim El Karoui, l'homme qui veut être entendu par Macron

Essayiste et ex-banquier d'affaires, l'auteur de « La Fabrique de l'islamisme » s'est invité dans le débat. Il dérange les institutions établies

PORTRAIT

Depuis qu'il se dit tout haut qu'il murmure à l'oreille d'Emmanuel Macron, Hakim El Karoui est une cible en vogue. Certains le disent « opportuniste » et trop déconnecté du terrain pour être légitime. D'autres le jugent « arrogant » et trop « arriviste » pour être crédible. La mise en ligne, dimanche 9 septembre, de son rapport intitulé « La Fabrique de l'islamisme » pour le think tank libéral l'Institut Montaigne, devrait alimenter encore quelques inimitiés : quand on se mêle des affaires de l'islam en France, on ne se fait pas que des amis.

D'autant que personne ne l'attendait sur ce terrain. Jusqu'à peu, ce normalien agrégé de géographie de 47 ans, ancienne plume de Jean-Pierre Raffarin à Matignon et ex-banquier d'affaires chez Rothschild, phosphorait sur la « désoccidentalisation » du monde, dénonçait le manque d'équité entre les générations et fustigeait la politique arabe de la France.

Ce sont les attentats de 2015 qui l'ont poussé à se préoccuper publiquement de la chose religieuse. « Nous avons laissé le poison de la salafisation des esprits se répandre », écrivait-il juste après le 13 novembre, dans une tribune publiée dans *Le Monde*. Personne n'a été capable de répondre à leur propagande. (...) Nous [musulmans] sommes face à nos responsabilités. (...) C'est à notre génération, née en France, élevée et éduquée

par l'école de la République, de prendre les choses en main. »

Silhouette ascétique et mise de premier de cordée, l'essayiste, chroniqueur à *L'Opinion* et patron de sa propre entreprise de conseil en stratégie, enchaîne, depuis, les publications sur le sujet. Fin 2016, il a signé un premier rapport pour l'Institut Montaigne intitulé « Un islam français est possible », puis au début de cette année, un livre, *L'Islam, une religion française* (Gallimard, 304 pages, 24 euros). En parallèle, il a participé à plusieurs réunions à l'Élysée destinées à alimenter la réflexion du chef de l'État qui a annoncé, début juillet, vouloir donner « un cadre et des règles » à la deuxième religion de France « dès l'automne ».

On le prétend « ami » d'Emmanuel Macron et « visiteur du soir » du palais. Celui qui se dit « affranchi du clivage droite-gauche depuis dix ans » sans être En marche ! dément : « Nous étions chez Rothschild à la même époque, on se connaissait mais nous n'avons jamais été copains. Je ne l'ai jamais vu en tête-à-tête : je suis juste le type qui met des idées sur la table. »

« D'où il vient ce type ? »

Fin mars, il a adressé au président une note dans laquelle il propose de « prendre le pouvoir par l'argent », résume-t-il, c'est-à-dire de réguler le culte musulman par la maîtrise de ses finances, le tout chapeauté par l'Association musulmane pour l'islam de France (AMIF), affranchie des ingérences étrangères et de toute contrainte

« Notre père ne nous a transmis que l'islam, notre seul lien avec ses origines »

HAKIM EL KAROUÏ

essayiste

de représentativité. Cette structure, pilotée dans un premier temps par une équipe désignée par les initiateurs du projet (dont lui-même), serait chargée de collecter les fonds destinés à financer – par le biais d'une redevance sur le halal, d'une certification des voyageurs qui organisent le pèlerinage à la Mecque et de dons directs – le salaire et la formation des imams, la construction et l'entretien des lieux de culte.

De quoi se mettre à dos les institutions censées être représentatives des musulmans, comme le Conseil français du culte musulman. Le projet de réforme pensé par El Karoui prévoit en effet de les priver – en partie – de leur gagne-pain et de les déposséder – presque entièrement – de leur pouvoir (aussi contesté soit-il). Au sein de l'AMIF, le CFCM serait « minoritaire ». « Mais d'où il vient, ce type ?, fulmine Ahmet Ogras, son président. On ne comprend pas ce qu'il vient faire là-dedans. »

À la place des musulmans « consulaires » (affiliés à leur pays d'origine, principalement le Maroc, l'Algérie et la Turquie) ou « com-

munautaires » (comme le Collectif contre l'islamophobie en France, le CCIF), El Karoui suggère de mettre aux commandes des Français de confession musulmane « neutres », qu'il appelle « les silencieux ». « Je suis un silencieux qui a pris la parole, explique-t-il. Ce n'est pas à l'État de faire, c'est aux silencieux, c'est eux que la France attend. Beaucoup de mes copains pensent que la religion est une affaire privée, j'essaie de les convaincre du contraire. Aujourd'hui, ils doivent s'engager. » Et de préciser : « Je veux fabriquer cette instance de régulation, mais je ne veux pas la diriger. Je ne veux pas être un musulman professionnel. »

« Même si je le crois sincèrement orienté vers les solutions, il n'a aucune légitimité, il est hors sol, les musulmans ne le connaissent pas, estime de son côté le militant associatif Marwan Muhammad, ancien directeur exécutif du CCIF. C'est un républicain laïc élitiste, il a du mal à se détacher de son expérience personnelle, de sa jeunesse dorée tunisienne. Il ne sait pas ce que c'est que d'être un jeune musulman en France. »

El Karoui a pourtant grandi au sixième étage d'une barre HLM défraîchie du 13^e arrondissement de Paris, où ses parents habitent toujours. C'est ici, dans ce modeste appartement à la peinture écaillée qu'ils ont élevé leurs cinq enfants, tous brillants : deux polytechniciens, deux normaliens et un médecin. « Mes parents sont des intellos sans moyens », résume leur fils. Sa mère, Nicole, is- ►►

►►► sue d'une famille d'industriels protestants de Nancy, est une pionnière des mathématiques financières à la réputation mondiale, spécialiste des probabilités. Son père, Fayçal, musulman d'origine tunisienne, a longtemps été professeur d'anthropologie juridique de l'islam à la Sorbonne. C'est lui qui s'est battu pour que ses enfants intègrent le plus prestigieux établissement scolaire parisien, Henri-IV.

«Aucune conviction»

La Tunisie, Hakim El Karoui y passe ses vacances depuis qu'il est enfant, emmené par sa mère, et non par son père qui souffrait de problèmes de santé. Là-bas, sa famille paternelle n'est «pas riche, mais influente», dit-il – deux de ses oncles, Ahmed Ben Salah et Hamed Karoui, ont été plusieurs fois ministres, le premier sous Bourguiba, le second sous Ben Ali.

L'arabe, il l'a appris sur le tard, lorsqu'il enseignait le français dans un collège de jésuites du Caire, en Egypte. «Je le parle moins bien que ma femme», commente-t-il en évoquant Delphine, chercheuse à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco), avec qui il a eu quatre enfants. Aujourd'hui, il défend avec opiniâtreté l'enseignement de l'arabe dans les écoles publiques – aussi pour éviter qu'il soit exclusivement enseigné dans les écoles coraniques ou les mosquées.

La religion musulmane, elle lui a été transmise par son père, devenu très religieux dans les années 1970. Hakim El Karoui ne mange pas de porc, ne boit pas d'alcool et va «de temps en temps» à la mosquée. «Notre père ne nous a transmis ni la Tunisie ni l'arabe, mais il nous a transmis l'islam: c'est notre seul lien avec ses origines.» Ainsi que leurs noms. «Tous nos enfants ont des prénoms arabes, ça les a obligés à assumer leur double identité», souligne Nicole El Karoui. Ce n'est pas simple: quand on a une double culture, rien ne va de soi.» En 2004, son fils a créé le

Club XXI^e siècle – pied de nez au très élitiste Le Siècle – destiné à faire la promotion des minorités visibles et dont il demeure l'«autorité morale», selon son actuel président, Jacques Galvani. Créé avec Rachida Dati – avec qui il est brouillé –, le club reçoit patrons et politiques qui comptent. «Avec le club, nous voulions être des mentors, lui s'en est servi pour être proche du pouvoir et servir ses intérêts, il n'est fidèle à rien et n'a aucune conviction», siffle le journaliste et réalisateur Morad Aït-Habbouche, proche de Dati, qui a claqué la porte du club à peine plus d'un an après sa création et écorche désormais le nom de son fondateur en l'appelant «El Karaoui le benaliste», en référence à une polémique datant de février 2011.

Mediapart avait alors exhumé deux notes qu'El Karoui avait adressées un mois plus tôt, en pleine révolution, au président Zine El-Abidine Ben Ali. L'article, intitulé «L'ex-plume de Raffarin a conseillé Ben Ali jusqu'au bout», suggérait qu'il était un fervent soutien du dictateur. «Je ne l'ai jamais rencontré et je n'essayais pas de le sauver: je voulais tout tenter pour éviter un massacre annoncé», martèle-t-il. «On lui a fait un procès stalinien grotesque», abonde l'ancien ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, avec qui il a corédigé en 2013 un rapport pour «une nouvelle dynamique économique entre l'Afrique et la France». A l'époque, ces accusations l'ont durablement atteint.

Désormais, il balaie les affirmations de ses détracteurs qui le disent prêt à tout pour décrocher un poste de ministre: «Si c'était le cas, alors je ferais de la politique. Mon objectif est d'inscrire mes propositions dans le débat.» Sans prêter allégeance à un parti ni à un homme politique. «Hakim est un intellectuel professionnel, tranche Lionel Zinsou, ex-plume de Laurent Fabius et ancien banquier d'affaires qui l'a fait rentrer chez Rothschild. Et il se trouve qu'en France, le pouvoir en consomme.» ■

L. CE

FAIT DIVERS

Sept blessés dans une attaque au couteau à Paris

Sept personnes ont été blessées, dont quatre grièvement, à l'arme blanche à Paris dimanche 9 septembre soir. L'auteur présumé de l'attaque a été arrêté. Il s'agit de des passants avec un couteau et une barre de fer. Selon une source judiciaire, cela ne permet de dire qu'il s'agit d'une attaque terroriste.

EUROPÉENNES

Les radicaux de gauche présenteront une liste

Les radicaux de gauche ont annoncé, dimanche 9 septembre, leur intention de présenter une liste aux élections européennes de mai 2019 menée par l'eurodéputée Virginie Rozière.

BREXIT

Lagarde: Macron «ne doit pas accepter un mauvais accord»

Le président de l'UDI, Jean-Christophe Lagarde, a mis en garde Emmanuel Macron contre «ne pas accepter un mauvais accord» sur le Brexit. Cela signifie «une rupture complète absolue avec ce que nous pensons et ce que nous voulons», a-t-il souligné, et empêcher toute alliance entre l'UDI et La République en marche pour les européennes. La question d'une candidature autonome du parti centriste doit être tranchée en janvier.

ÉCOLE D'INFIRMIERS

Enquête ouverte après un bizutage à Toulouse

Des étudiants attachés, aspergés de ketchup ou de soupe de poisson, obligés de porter des couches sur la tête... Le centre hospitalier de Toulouse a ouvert, samedi 8 septembre, une enquête alors que 250 étudiants infirmiers de première année ont subi des actes de bizutage «de grande ampleur», selon la CGT.

